

USA : lobbying Internet façon Amazon, eBay, Facebook, Google...

Créée à l'initiative de Google, eBay, Amazon et Facebook, et ouverte aux acteurs de l'Internet américain, **The Internet Association** ouvrira ses portes en septembre.

Ils ont des choses à dire

Ils ne veulent pas lâcher le morceau, et à les entendre ils ont du pain sur la planche. La taxation des entreprises du web, la cybersécurité, le domaine privé, le traitement des revenus rapatriés, les restrictions sur les visas technologiques... Autant de sujets sur lesquels ils souhaitent se faire entendre auprès des instances fédérales américaines.

L'union fait la force, et si en la matière chacun de ces acteurs a les moyens de se faire entendre, qu'est-ce que cela va donner dès ce mois de septembre, au moment où les États-Unis vont renouveler leurs représentants, et peut-être leur président ?

L'exemple Google... et les autres

Ce n'est pas la première fois que des acteurs américains de l'internet mènent des actions de lobbying. Google, par exemple, a dépensé 3,92 millions de dollars au second trimestre afin de se faire entendre des agences fédérales, des membres du Congrès, et même de la Maison-Blanche. Il agit d'ailleurs avec insistance auprès de la Federal Trade Commission, de la Federal Communications Commission et du Department of Commerce.

Ce n'est pas une surprise. Le moteur de recherche ne fait-il pas actuellement l'objet d'enquêtes antitrust des deux côtés de l'Atlantique ?

Parmi les fondateurs de The Internet Association, Google est certainement le plus dispendieux en matière de lobbying. Pourtant, sur le même trimestre, Facebook a dépensé 960.000 dollars (en augmentation de 200 % !), principalement sur la réforme des règles de la sphère privée et sur l'immigration. Les actions de lobbying d'Amazon ont porté sur les taxes, la publicité et la sphère privée, pour 690.000 dollars (+25 %).

Quant à eBay, la société a investi 400.600 dollars (+10 %) pour faire entendre sa voix sur la contrefaçon, la pollution de l'air (!), le domaine privé et le rapatriement des revenus.